

LA SEULE VOIE!,

(25 mai 1945)

Travailleurs,

Le rejet par le gouvernement des propositions, cependant modestes, de la CGT, propositions qui tendaient à empêcher l'aggravation constante de la situation de tous les salariés, a produit l'indignation des travailleurs.

Cependant, les arguments mis en avant par le gouvernement pour justifier ce refus, n'ont pas été démasqués un à un comme des mensonges par les organisations ouvrières, et de ce fait les masses ouvrières se trouvent embarrassées sur la route à suivre.

Voici ce que prétend le gouvernement:

1° La hausse nominale des salaires, ne créant aucune richesse nouvelle, n'aboutit qu'à la course entre les salaires et les prix, c'est-à-dire à l'inflation. Donc, le seul remède c'est de produire davantage.

2° D'autre part, le mouvement gréviste qui tend à la hausse des salaires n'a pas un caractère économique mais politique, puisque c'est le gouvernement et non pas les patrons qui fixe les salaires, «au mieux de l'intérêt de tous ».

3° Dans ces conditions, les mouvements grévistes troublent la vie nationale et lèsent les classes moyennes", petits commerçants, artisans, etc., sur lesquelles retomberaient les frais des nouvelles hausses de prix.

Mais la vérité est celle-ci:

1° Si l'augmentation des salaires n'accroît pas les biens de consommation se trouvant sur le marché, elle permet cependant aux travailleurs de maintenir leur pouvoir d'achat par rapport à celui des classes riches.

La nécessité de l'augmentation des salaires est UN EFFET DE LA HAUSSE CONSTANTE DES PRIX, provoquée par les capitalistes pour maintenir et accroître leurs bénéfices. Par exemple: la hausse de prix - du pain, de 4,90 à 7,40, a entraîné aussitôt une AUGMENTATION DE BÉNÉFICES DE 70 POUR CENT pour les grandes minoteries.

D'autre part, l'inflation n'est pas causée par l'augmentation des salaires, mais par l'émission massive de papier-monnaie en vue de couvrir les dépenses de l'État, or le gros de ces dépenses est constitué par l'armement, les grosses indemnités accordées aux capitalistes sous de multiples prétextes, l'entretien d'une armée de bureaucrates civils et militaires parasites, de la police officielle et secrète, de groupements para-militaires anti-ouvriers, etc. etc.

C'est une duperie de dire aux ouvriers de produire davantage pour AUGMENTER LES RICHESSES. étant donné que l'essentiel de la production continue à être destiné aux fabrications d'armements. Ces fabrications provoquent non seulement l'inflation (étant financées par l'État), mais aussi le manque croissant d'objets de consommation; elles absorbent les faibles moyens de production existants et empêchent le renouvellement d'objets industriels indispensables (tels les instruments aratoires). Pour se procurer les devises nécessaires à l'équipement d'armement, le gouvernement exporte les biens de consommation comme le beurre, qui est entièrement soustrait à l'alimentation des classes pauvres.

La classe ouvrière ne peut accepter la politique du gouvernement tendant à faire retomber sur les travailleurs tout le fardeau du militarisme, de la crise économique, du désordre financier et autres maux découlant du régime capitaliste.

Elle demande l'application de **L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES**, assurant l'augmentation automatique des salaires corrélativement à la montée du prix des articles de consommation.

Elle doit d'autre part obliger la **CGT** à mettre sur pied un plan de **PRODUCTION DE PAIX** et revendiquer sa mise en application immédiate sous contrôle ouvrier, afin de permettre un apport plus régulier des produits alimentaires de la campagne dans les villes, et la fourniture aux campagnes des moyens industriels dont le manque entrave la production agricole.

2° Sous prétexte "d'économie dirigée" le gouvernement s'oppose aux revendications ouvrières. Mais le fait que rien n'est changé dans la vie économique (anarchie, spéculations, "comités d'organisation", marché noir) prouve que la production et les échanges sont restés entièrement entre les mains du grand capital et

que le gouvernement n'exerce aucun contrôle réel sur celui-ci. Le gouvernement n'est donc pas un arbitre impartial, mais le défenseur brutal des intérêts capitalistes. C'est pourquoi la classe ouvrière S'ÉLÈVE CONTRE LE VÉTO DU GOUVERNEMENT et revendique le retour aux CONTRATS COLLECTIFS, sur le modèle de ceux établis en 1936.

3° Le capitalisme qui écrase les classes moyennes essaie de détourner leur mécontentement sur le dos de la classe ouvrière et de les gagner ainsi au fascisme.

Mais les classes moyennes souffrent elles-mêmes de la décomposition du régime capitaliste QUEL QUE SOIT LE GOUVERNEMENT au pouvoir et les mesures adoptées (inflation, déflation, etc.).

Seule la classe ouvrière en luttant pour la nationalisation véritable et pour un État non bureaucratique et sous le contrôle direct de tout le peuple, peut offrir une issue aux classes moyennes. Celles-ci ont intérêt à soutenir la lutte ouvrière dirigée contre les maux du régime capitaliste, et elles l'ont très bien compris quand comme à Saint-Étienne les petits commerçants ont fermé leurs magasins pour participer à la manifestation du 23 Mai lors de la grève générale du département de la Loire.

Le gouvernement n'est pas avare de promesses en ce qui concerne la nationalisation de l'industrie, du système bancaire, etc.... Mais pendant 9 mois il a eu largement le temps de montrer pour le compte de qui il travaillait.

Nous pouvons être surs qu'il ne changera pas. Seuls ceux qui veulent tromper le peuple font semblant de croire à ses promesses. TOUS LES LEVIERS DE COMMANDE DE L'ÉTAT SONT ENTRE LES MAINS D'ÉLÉMENTS RÉACTIONNAIRES INFÉODÉS À LA HAUTE BOURGEOISIE.

Si la classe ouvrière se laissait tromper par des promesses et arrêtaient l'action commencée, la bourgeoisie n'en profiterait que plus pour renforcer ses bandes fascistes, accroître son offensive contre le niveau de vie des travailleurs et limiter encore les droits démocratiques déjà bien maigres.

Pour jeter la panique dans les masses et décourager la résistance ouvrière, la bourgeoisie organise des sabotages et des attentats. Il faut organiser dans les usines LA MILICE OUVRIÈRE. subordonnée aux COMITÉS D'USINE élus par tous les ouvriers, QUI TIENDRA DIRECTEMENT ET PHYSIQUEMENT RESPONSABLE LA DIRECTION PATRONALE DES ATTENTATS PERPÉTRÉS CONTRE L'ÉCONOMIE. ON VERRA

ALORS SI LES CAPITALISTES OSERONT ENCORE ORDONNER DES ATTENTATS !

SANS SE LAISSER ARRÊTER PAR LES ARGUMENTS MENSONGERS DE LA BOURGEOISIE, METTONS EN OEUVRE LES MOYENS D'ACTION DE JUIN 1936, PAR L'UNION DANS LA LUTTE DE TOUTES LES MASSES TRAVAILLEUSES, OUVRIERS, PAYSANS, PETITES GENS.

CE NE SONT PAS LES PARLOTTES OU LES APPELS À L'ASSEMBLÉE AVORTON DU LUXEMBOURG QUI PEUVENT NOUS APPORTER DES SOLUTIONS.

IL N'Y A PAS D'AUTRE MOYEN DE FAIRE RECULER LA BOURGEOISIE QUE LA PEUR QUE LUI INSPIRE L'ACTION DÉCIDIÉE DES MASSES POPULAIRES.

PERSONNE N'A JAMAIS PU MONTRER AUX MASSES TRAVAILLEUSES D'AUTRE ISSUE À LEURS SOUFFRANCES QUE LEUR PROPRE ACTION.

EN FRANCE, PAR LES MULTIPLES GRÈVES DE PROTESTATION, CETTE ACTION EST ENGAGÉE, DE MÊME QUE DANS BEAUCOUP D'AUTRES PAYS. POUR LA MENER À LA DÉFAITE IL N'EST MEILLEUR MOYEN QUE DE DISPERSER ET FRACTIONNER CETTE ACTION ET DE MINIMISER SON IMPORTANCE AUX YEUX DES OUVRIERS, COMME LE FONT LES DIRIGEANTS ACTUELS DE LA CGT.

POUR ALLER À LA VICTOIRE IL FAUT UNIFIER LA RÉSISTANCE ET LA LUTTE OUVRIÈRES EN UNE PUISSANTE GRÈVE GÉNÉRALE, QUI PRENDRAIT LES CAPITALISTES À LA GORGE, COMME EN 1936. IL FAUT VOULOIR ALLER DE L'AVANT. OBLIGER LES ORGANISATIONS SE RÉCLAMANT DE LA CLASSE OUVRIÈRE. À ROMPRE LES COMBINAISSONS GOUVERNEMENTALES ET DE COULISSER AVEC LES HOMMES DE LA BOURGEOISIE ET ENTRER DANS LA VOIE DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS!

25 Mai 1945

Union Communiste, I Ve Internationale